



FORMULE DE DÉCLARATION DES INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES  
DES ÉLUS MUNICIPAUX  
ARTICLES 357 ET 358 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET  
LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS (LRQ c. E-2.2)

Je, LYNE POITRAS

domicilié(e) au, 105, RUE VEILLEUX,  
en ma qualité de membre du conseil municipal de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, déclare  
par la présente:

1. Que j'occupe l'(les) emplois(s) suivant(s) : (identifier l'(les) emploi(s) concerné(s) ainsi que l'(les) employeur(s))

CONSEILLERE MUNICIPALE

2. Que j'occupe le(s) poste(s) d'administrateur suivant(s) : (identifier le (les) poste(s) d'administrateur et l'(les) organisme(s) concerné(s))

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU VIEUX-ST-JEAN

CIMETIÈRE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

OFFICE MUNICIPALE D'HABITATION DU HAUT-RICHELIEU

3. Que j'ai contracté des emprunts dont le solde, en principal et intérêts, excède 2 000 \$, auprès de(s) personne(s) ou organisme(s) suivant(s) (à l'exception des institutions financières) : (identifier la (les) personne(s) ou organisme(s) concerné(s))

DON

4. Que j'ai accordé des prêts dont le solde, en principal et intérêts, excède 2 000 \$, aux personnes suivantes (à l'exception des membres de ma famille immédiate) <sup>(1)</sup> :

NON

---

---

---

---

5. Que je possède des intérêts pécuniaires dans la (les) personnes(s) morale(s), société(s) ou entreprise(s) suivante(s), susceptible(s) d'avoir des marchés avec la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu ou avec tout organisme municipal dont je fais partie :

ENTREPRISE → FORMATION POTRAS  
\*SERVISE DE FORMATION, DEVELOPEMENT MARKETING  
ET ACCOMPAGNEMENT ORGANISATIONEL EN  
RESTAURATION FAMILIALE

---

---

---

---

6. Que je possède des intérêts pécuniaires dans les immeubles suivants, lesquels sont situés sur le territoire de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et/ou de la Municipalité régionale de Comté du Haut-Richelieu :

NON

---

---

---

---

En foi de quoi, j'ai signé à Saint-Jean-sur-Richelieu,

Ce 5° jour du mois de DÉCEMBRE 2023

  
Signature

---

---

En vertu de la Loi, la déclaration ne mentionne pas les informations suivantes :

- 1°- La valeur des intérêts y énumérés;
  - 2°- Le degré de participation du membre du Conseil dans les personnes morales, sociétés ou entreprises;
  - 3°- L'existence de sommes déposées dans un établissement financier;
  - 4°- La possession d'obligations émises par un gouvernement, une municipalité ou un autre organisme public.
- (1) On entend, par membre de la famille immédiate, le (la) conjoint (conjointe) du membre du Conseil municipal, un de ses enfants à charge ou un enfant à charge de son (sa) conjoint (conjointe).